Deuxième scénario : fragmentation et neutralité

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Hypothèses

Le deuxième scénario suppose que la rivalité entre les États-Unis et la Chine, examinée au chapitre V de la présente partie, se durcit en une division de l'économie mondiale. Les droits de douane augmentent et restent élevés. Le 2 avril 2025, le président des États-Unis a annoncé un droit de douane de base de 10 % sur les importations en provenance de tous les pays non soumis à des taux plus élevés, entré en vigueur le 5 avril 2025.[1] Singapour s'est vu appliquer ce taux de base.[2] Dans ce scénario, les contrôles à l'exportation sur les semi-conducteurs et l'intelligence artificielle s'étendent à d'autres technologies, les sanctions financières se multiplient et les sanctions secondaires atteignent les intermédiaires de pays tiers. Les flux de capitaux suivent l'alignement politique, tandis que les systèmes de paiement, les règles sur les données et les normes techniques divergent.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Deux variantes

Comme la fragmentation peut toucher Singapour de deux manières opposées, le scénario comporte deux variantes. Dans la première, celle du bénéficiaire, Singapour devient le terrain neutre privilégié entre les blocs. Des entreprises chinoises, américaines, européennes et indiennes qui ont besoin d'une base régionale dotée d'un système juridique prévisible choisissent Singapour parce qu'elle n'appartient à aucun bloc. Les familles fortunées recherchent une juridiction que les deux camps respectent. Les estimations de Henley & Partners sur la migration des fortunes privées en 2025, qui prévoyaient un afflux net de 1 600 millionnaires à Singapour et de 800 à Hong Kong, illustrent le type de mouvement que cette variante amplifierait.[3] Ces estimations reposent sur des méthodes privées et doivent être lues comme des indications de tendance.

Dans la seconde, celle de l'étau, les blocs demandent à Singapour de choisir. Les États-Unis se servent de leur contrôle de la compensation en dollars et de leurs sanctions secondaires pour restreindre les relations avec des contreparties chinoises. La Chine se sert de son contrôle des flux d'investissement et de l'accès à son marché pour dissuader tout alignement sur Washington. Les banques singapouriennes, qui compensent des dollars par des comptes de correspondance à New York et servent des clients chinois à Singapour, se retrouvent entre deux ordres juridiques. Les familles chinoises qui ont transféré des avoirs à Singapour font l'objet d'un examen dans les deux directions. Les maisons de négoce perdent la liberté de traiter avec toutes les contreparties, comme l'a montré le chapitre IV de la partie H à propos des sanctions contre la Russie.

Une neutralité sans doctrine de neutralité

Singapour n'est pas neutre au sens suisse. Elle n'a pas de doctrine de neutralité permanente ancrée dans le droit international et entretient d'étroites relations de défense avec les États-Unis, tout en commerçant intensément avec la Chine. Sa politique étrangère, décrite au chapitre IV de la partie F, repose sur l'équilibre stratégique : entretenir de bonnes relations avec toutes les grandes puissances, défendre le droit international et l'ordre multilatéral, refuser d'être entraînée dans

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

des blocs. Dans un monde fragmenté, cette posture est un atout tant que les deux blocs la jugent crédible. Elle devient un handicap si l'un d'eux y voit un canal de contournement de ses mesures.

La crédibilité dépend d'une conduite concrète. Singapour applique les sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies et, depuis 2022, un ensemble de contrôles ciblés à l'exportation et de mesures financières contre la Russie, examinés au chapitre IV de la partie H.[4] Elle ne suit pas chaque régime de sanctions unilatérales des États-Unis ou de l'Union européenne. Dans le scénario de fragmentation, la frontière entre ce que Singapour applique et ce qu'elle laisse à la gestion des risques de ses banques devient la question décisive. Les banques elles-mêmes, qui dépendent de l'accès au dollar, appliqueront en pratique les sanctions secondaires américaines plus largement que ne l'exige le droit singapourien.

Conditions

La variante du bénéficiaire dépend de trois conditions. La première est une réputation de juridictions et d'arbitrage impartiaux, qui permet à des parties issues de blocs opposés de faire confiance au même for. Les chapitres II et III de la partie F ont décrit le Singapore International Arbitration Centre (SIAC), la Singapore International Commercial Court (SICC) et la Convention de Singapour sur la médiation, qui confèrent cette fonction à la place. La deuxième est un bilan crédible en matière de respect des sanctions, qui rassure Washington comme Bruxelles sur le fait que Singapour ne deviendra pas une plaque tournante du contournement. La troisième est la stabilité du dollar de Singapour et du système financier, que la partie D a fait remonter aux réserves accumulées depuis les années 1970.

La variante de l'étau mettrait à l'épreuve la profondeur des relations de la place. Singapour conserverait son rôle en Asie du Sud-Est, en Inde et au Moyen-Orient, qui n'appartiennent à aucun bloc, tout en perdant une partie de son rôle de pont entre la Chine et l'Occident. Le scénario montre ainsi pourquoi la diversité de la clientèle, relevée dans le premier scénario, protège aussi contre le risque géopolitique.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Signaux

Parmi les indicateurs de fragmentation figurent des sanctions secondaires américaines visant des banques de pays tiers, des restrictions chinoises au transfert de la fortune privée vers l'étranger, des normes divergentes pour les paiements et les monnaies numériques dans les deux blocs, ainsi que la relocalisation à Singapour de sièges régionaux venus de Hong Kong ou de Chine même. Parmi les indicateurs de la variante de l'étau figurent des demandes de l'une ou l'autre puissance invitant Singapour à restreindre les activités de sociétés nommément désignées, ainsi qu'un nombre croissant de décisions de réduction des risques (de-risking) prises par les banques correspondantes.

Notes

1. Wikipedia, « Liberation Day tariffs » (consulté en novembre 2026) : annoncés le 2 avril 2025 ; droit de douane de base de 10 % sur « all countries not subject to other sanctions », en vigueur à partir de 0 h 01 (heure de l'Est, EDT) le 5 avril 2025. ↩
2. Wikipedia, « Singapore–United States relations » (consulté en novembre 2026) : le droit de douane universel de 10 % annoncé en avril 2025 « effectively imposed a 10% tariff on Singapore as well ». ↩
3. Henley & Partners, communiqué de presse « Henley Private Wealth Migration Report 2025 » (henleyglobal.com, consulté en novembre 2026) : afflux nets prévus pour 2025 de +9 800 pour les Émirats arabes unis, +7 500 pour les États-Unis, +3 000 pour la Suisse, +1 600 pour Singapour et +800 pour Hong Kong ; sorties nettes de –16 500 pour le Royaume-Uni, –7 800 pour la Chine et –3 500 pour l'Inde. ↩
4. Ministry of Foreign Affairs, déclaration de presse « Sanctions and Restrictions against Russia in Response to Its Invasion of Ukraine », 5 mars 2022 (mfa.gov.sg, consulté en novembre 2026) : interdiction du transfert vers la Russie de tous les biens figurant sur la Military Goods List et de certaines catégories de la Dual-Use Goods List en vertu du Strategic Goods (Control)

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Order 2021 ; interdiction des opérations avec VTB, Vnesheconombank, Promsvyazbank et Bank Rossiya et gel de leurs avoirs ; interdiction des nouveaux achats de titres, des prêts et des levées de fonds au profit du gouvernement russe et de la Banque centrale de Russie ; voir partie H, chapitre IV. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com